



Pour citer cet article :

Joëlle Zask,
" De quelle sorte d'accords l'union sociale dépend-elle ? Le point de vue pragmatiste ",
Cycnos, Volume 17 n°1,
mis en ligne le 15 juillet 2008.
URL : <http://revel.unice.fr/cycnos/index.html?id=1633>

[Voir l'article en ligne](#)

AVERTISSEMENT

Les publications du site REVEL sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Conditions d'utilisation - respect du droit d'auteur et de la propriété intellectuelle

L'accès aux références bibliographiques et au texte intégral, aux outils de recherche ou au feuilletage de l'ensemble des revues est libre, cependant article, recension et autre contribution sont couvertes par le droit d'auteur et sont la propriété de leurs auteurs.

Les utilisateurs doivent toujours associer à toute unité documentaire les éléments bibliographiques permettant de l'identifier correctement et notamment toujours faire mention du nom de l'auteur, du titre de l'article, de la revue et du site Revel. Ces mentions apparaissent sur la page de garde des documents sauvegardés sur les postes des utilisateurs ou imprimés par leur soin.

L'université de Nice-Sophia Antipolis est l'éditeur du portail REVEL@Nice et à ce titre détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation du site.

L'exploitation du site à des fins commerciales ou publicitaires est interdite ainsi que toute diffusion massive du contenu ou modification des données sans l'accord des auteurs et de l'équipe Revel.

De quelle sorte d'accords l'union sociale dépend-elle ? Le point de vue pragmatiste

Joëlle Zask

C.N.R.S., Shadyc, Marseille
Joëlle Zask, agrégée et docteur en philosophie, est actuellement chargée de recherche au C.N.R.S. (Marseille). Elle est l'auteur de *L'opinion et son double* (L'Harmattan, 1999), ainsi que d'articles et de contributions sur la pensée politique pragmatiste et contemporaine.

According to the American philosopher, John Dewey, the agreement upon which a social union could be built is an agreement in activities and their consequences, not an agreement on some propositions. The purpose of this article is to explore the way such a view is connected with the operations of the kind of liberal state Dewey had in mind, that is the use of governmental action in taking care of the interest of all those who are affected by activities carried by others.

Dans le chapitre de sa *Logique* consacré à l'enquête sociale, John Dewey écrit que l'accord qui doit être recherché en matière de politique sociale est un "accord dans les activités, non l'acceptation intellectuelle du même ensemble de propositions". Et il ajoute : "Une proposition ne gagne aucune validité du fait du nombre de gens qui la partagent"¹. Dans la mesure où l'essentiel du pragmatisme réside dans la mise en évidence du caractère pratique de la connaissance et l'attention aux conséquences des activités, cette citation peut apparaître comme un point focal des procédures destinées à valider une assertion en général. En même temps, en indiquant une complémentarité entre les procès de vérification et l'ajustement des conduites les unes aux autres, elle invite à mener sur le terrain de l'expérimentation politique la discussion concernant les conditions de l'entente mutuelle entre les membres d'une société.

I

Le primat d'un "accord dans les activités" fournit une alternative originale, fort peu explorée, aux prémisses sur lesquelles reposent les débats actuels concernant la vieille question de savoir comment une multitude d'individus peut en venir à constituer une seule et même société. Par exemple, le débat qui a opposé libéraux et communautariens s'est concentré sur l'énoncé de propositions antécédentes destinées à clarifier les fondements de toute communauté humaine. Le projet libéral a été exprimé en terme d'une alternative entre un contrat social "mince" et originaire conclu par des souscripteurs rationnels (Rawls), et la promotion d'un consensus sur des valeurs héritées, formant un "horizon autoritaire" apte à canaliser le comportement individuel vers un bien collectif². Dans les deux cas, la réflexion s'est tournée vers l'élaboration théorique des conditions *a priori* d'une union sociale, dans un style identique à celui de la philosophie classique : des questions telles que la formation de l'identité individuelle, le rapport social à l'altérité, le choix des valeurs fondatrices d'une communauté, etc., ont tendu à faire dépendre toute union de représentations communes, que celles-ci aient été réputées provenir de l'action de la conscience individuelle sur elle-même ou des traditions culturelles. Dans les deux cas, l'attention à la constitution historique d'une union sociale a été marginale.

¹ John Dewey, *Logic : The Theory of Inquiry* (1938), *Later Works*, vol. 12, chapitre 24 ("Social Inquiry"), p. 484, note 4. L'édition de référence est John Dewey, *Early Works* (1882–1898), *Middle Works* (1899–1924), *Later Works* (1925–1953), édités par Jo Ann Boydston, Carbondale : Southern Illinois University Press, 1983. (1ère éd., 1977).

² Voir par exemple Alasdair MacIntyre, *After Virtue : A Study in Moral Theory*, London : Duckworth, 1981, pp. 133–134.

Ce parti pris d'analyse se retrouve dans le débat opposant Habermas et Rorty, débat qui s'est également focalisé sur l'élaboration conceptuelle des conditions de la solidarité humaine : faut-il promouvoir (ou reconnaître) un consensus sur les principes "communicationnels" transcendant toute délibération située et contextuelle, ou une convergence de vocabulaires, une structure conversationnelle partagée formant les contours d'un "nous" tolérant et inclusif ? La solidarité repose-t-elle sur la capacité rationnelle de tout homme à reconnaître le meilleur argument au cours d'une discussion, ou sur des rapports symboliques, des redescriptions ou des narrations communes grâce auxquelles les membres d'une société particulière se considèrent réciproquement comme "l'un de nous"³ ?

Il n'est pas question ici d'entrer dans ces débats, ni même de les exposer dans leur diversité et leur finesse. Il suffira de remarquer que la linguistification actuelle et son cortège d'herméneutique, de "jeux de langage", de tours conversationnels ou argumentatifs (qui tendent à faire de la "communication" le substitut contemporain de l'ancienne unité théologique de la nature humaine), offre peut-être des services à la démocratie libérale conçue comme un régime où l'on échange des opinions, ou l'on discute et où l'on règle des conflits en négociant ou en tranchant parmi les arguments ; mais cela ne permet ni de définir la fonction des débats par rapport aux pratiques politiques, ni surtout de ressaisir les situations concrètes où apparaît un objet commun de discussion. Car le débat n'est requis par les institutions démocratiques qu'à la condition que la diversité des opinions se rapporte à un objet reconnu comme commun. La pluralité des opinions échangées n'est souhaitable et opératoire que si le problème dont on discute est reconnu par tous les participants comme un problème pertinent. Et même dans ce cas, il reste qu'un problème n'est perçu comme réel et important que s'il a été préalablement défini. Lorsque Rorty remarque que ses arguments en faveur de la tolérance ou de l'équité sont inaudibles pour un raciste ou un religieux, il signale un problème fondamental que l'existence d'un discours commun, l'appel à la pitié ou à l'élargissement des capacités imaginatives d'identification, ne permettent pas véritablement de résoudre⁴.

Le pragmatisme de Dewey a l'avantage de faire reposer l'arbitrage des conflits sociaux, la convergence des intérêts, la formation de convictions communes et l'acquisition d'habitudes démocratiques sur des bases *objectives*, sans pourtant faire appel à l'idée d'un consensus final que la clarification de la condition humaine permettrait d'identifier. Il évite ainsi le reproche de relativisme qui a souvent été adressé à Rorty, de même qu'il évite l'appel à la transcendance dont les critiques de Habermas disent qu'elle est soit introuvable, soit inutile. En substituant à la recherche d'un accord des consciences ou des discours un accord dans les activités, la philosophie de Dewey est particulièrement apte à ressaisir non seulement l'historicité des accords, mais encore la dynamique sociale susceptible d'engendrer un mode de vie démocratique. L'accord entre les hommes n'est pas une condition antécédente mais un effet, un résultat d'actes antérieurs.

II

La prééminence que le pragmatisme accorde aux étapes existentielles au terme desquelles les personnes peuvent se mettre d'accord n'est pas réservée à la seule philosophie sociale, mais caractérise tout aussi bien la logique générale de la connaissance. Chez Dewey, le connu est le fruit d'une expérimentation. Le rejet d'une théorie de la connaissance fondée sur la recherche d'une correspondance entre les idées et la réalité est bien connu, notamment grâce aux nombreuses interventions de Rorty sur ce sujet⁵. Et en effet, toute la théorie de la connaissance développée par Dewey repose sur l'attention aux conséquences plutôt qu'aux

³ Sur ce débat, voir par exemple Françoise Gaillard, Jacques Poulain et Richard Shusterman (éds), *La modernité en question, de Richard Rorty à Jürgen Habermas*, Paris : Cerf, coll. "Passages", 1998.

⁴ Voir Richard Rorty, *Contingency, Irony, and Solidarity*, Cambridge : Cambridge University Press, 1989.

causes, sur les conditions d'intelligibilité systématique des effets des activités plutôt que sur les principes antérieurs à elles. Francis Bacon et Charles Darwin lui semblent les fondateurs les plus importants pour l'établissement d'une connexion intime entre faire et connaître. La connaissance est pratique en ce sens que l'objet connu est le fruit de l'action d'un sujet ; l'action sur certains des éléments formant des conditions identifiées comme problématiques est identique à l'usage de ces éléments comme un moyen pour effectuer un changement conformément à une fin visée. Ce qui est connu est donc le produit de la mise à l'épreuve d'une hypothèse.

L'accord dans les activités s'applique à plusieurs types d'expérience. En premier lieu, il peut être situé entre les diverses activités d'un même sujet. Dewey qualifie de "troublée" ou "déséquilibrée" une expérience dont les divers éléments sont trop confus, trop peu conscients ou trop déconnectés pour servir de moyen à une expérience consécutive de régulation. Comme pour Peirce, le doute est un trouble existentiel, une difficulté pratique, une interruption de la continuité des expériences qui forme la vie scientifique aussi bien que la vie quotidienne. Le défaut de convenance entre les activités qu'on rencontre à la naissance de toute entreprise d'investigation (l'idée étant un signe pour une expérience future) se retrouve à tous les niveaux d'une enquête non conclusive. Par exemple, si la transformation des conditions problématiques formant une situation d'enquête est suivie de conséquences contraires au résultat escompté, la discordance se traduira par une disjonction entre les moyens et les fins ; et si l'inférence consistant à juger que l'hypothèse de départ a été confirmée se révèle abusive, cette discordance concernera la propension de l'expérience à fournir un matériau utilisable pour une expérience consécutive. Faillibilisme, valeur hypothétique des idées ou des théories, et contrôle de la validité des assertions par l'expérience, sont les traits concomitants d'une logique expérimentale.

La continuité des expériences est essentielle tout aussi bien au sens où une expérience réussie peut toujours être convertie en un matériau pour une expérience ultérieure, qu'au sens où ce que Dewey appelle "le développement de l'individualité" en dépend. Le principe cognitif du progrès de la connaissance est corrélativement un principe éthique d'expansion du moi. Or, l'environnement humain étant un environnement social, cette expansion dépend étroitement des corrélations sociales, de l'état intellectuel de la société comme du type de distribution des connaissances disponibles⁶.

L'accord dans les activités qui a d'abord été situé au niveau du réseau d'expériences individuelles concerne ainsi l'expérience sociale ; non qu'il faille distinguer entre les faits sociaux relevant des croyances collectives et les convictions individuelles. La philosophie pragmatiste permet tout aussi bien de référer les significations à leur contexte social d'émergence que de repérer les contributions individuelles à un stock d'idées socialement transmises. La Société ou l'Esprit collectif, de même que l'Individu, sont des abstractions. Seule l'utilisation qu'une personne fait des significations culturellement transmises est empiriquement repérable, et ce dans les actes les plus routiniers comme dans les opérations les plus réfléchies.

C'est pourquoi, lorsque Peirce écrit qu'un trait essentiel des sciences modernes est que "la science a été faite sociale", il ne désigne pas une période particulière ou une nouvelle division du travail scientifique, mais une condition interne à la logique des sciences modernes, expérimentales. À la solidarité des efforts caractérisant les membres des communautés scientifiques modernes, il ajoute que ce que chacun découvre doit être ouvertement soumis au jugement de tous les autres. Un fait ne peut être établi individuellement. Mais la confirmation

⁵ Voir par exemple Richard Rorty, *Consequences of Pragmatism (Essays : 1972—1980)*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 1982.

⁶ Sur cette corrélation entre le développement de l'individualité et la continuité de l'expérience sociale, voir John Dewey, *Human Nature and Conduct : An Introduction to Social Psychology* (1922), Middle Works, vol. 14.

collective d'une proposition n'équivaut nullement à un critère extérieur à l'enquête cognitive ; elle est une condition incontournable de vérification. Peirce remarque que pour la science, "l'individualisme et la fausseté sont une seule et même chose"⁷. Il accorde à ce point une importance capitale : tout procès de vérification suppose que ce qui est connu par l'un puisse l'être également par tous les autres. Il n'entend pas que telle proposition doive entraîner l'assentiment général du fait de son évidence ou de sa clarté, ni même que la vérité ou la fausseté d'une proposition puisse être immédiatement perceptible par tout homme raisonnable, mais que les procédures de vérification qu'un homme met en œuvre pour asseoir la validité de telle proposition ou pour établir un fait consistant dans des actes que tout autre pourrait accomplir, en suivant le même protocole. L'expérience qui est objet de pensée est "notre expérience": "l'expérience d'un homme n'est rien si elle reste solitaire. S'il voit quelque chose que les autres ne peuvent pas voir, nous l'appelons une hallucination" (*ibid.*). La communauté n'est pas considérée comme l'instance d'une validation rétrospective, qui fonctionnerait sur la base de croyances établies et jugerait de toute expérience en la comparant à ces croyances, car "le "nous" a des possibilités infinies" (*ibid.*). Si "la signification rationnelle de toute proposition repose dans le futur"⁸, c'est parce que sa formulation même est dirigée par l'anticipation que toute personne disposant des connaissances nécessaires et des appareils techniques requis pourrait reconduire l'expérience dont cette proposition présente la possibilité, et parvenir à des résultats identiques, c'est-à-dire, voir son action suivie de conséquences identiques et être ainsi convaincu. La généralisation contrôlée par l'expérience dont Peirce fait le cœur des sciences modernes suppose à la fois l'abstraction des "symboles" qui permettent d'en extrapoler les conclusions à toute expérience semblable et la présence d'une communauté d'enquêteurs.

Non seulement, seuls peuvent être connus les effets de la manipulation des choses soumises à l'examen, mais en outre une assertion ne peut être validée que si les activités de vérification menées par une personne convergent avec celles des autres, soit en se prêtant à une duplication, soit en procurant un matériau nouveau dont certains éléments pourront être utilisés pour conduire des expériences ultérieures, du moins dans le contexte de ce que Thomas Kuhn a nommé la "science normale". Les convictions communes qui peuvent être atteintes par une communauté d'enquêteurs ne reposent ni sur des croyances héritées, ni sur la représentation incontestée de la réalité, mais bien sur la convergence, la complémentarité et la continuité des diverses activités.

III

Peirce n'a pas développé une théorie sociale spécifique, même s'il est possible d'extrapoler à partir de son "pragmaticisme" une pensée morale et politique. En revanche, Dewey a vu dans la reconstruction de la "philosophie sociale" le point de convergence de toutes ses approches épistémologiques. Davantage, il a souvent exprimé que la valeur du pragmatisme réside dans sa capacité à résoudre les problèmes pratiques, sociaux, politiques et éthiques.

Si Dewey entend importer dans les affaires sociales la logique des sciences modernes, ce n'est pas afin de développer sur les hommes un contrôle équivalent à celui qui s'est instauré sur la matière, mais afin de faire des sciences sociales le partenaire privilégié des projets de réforme. Les sciences sociales seront dévolues à former des jugements pratiques ; car une enquête sociale n'est requise que pour régler une "situation problématique", c'est-à-dire un conflit ou un antagonisme.

⁷ Peirce, *Search of a Method*, 1893, repris dans Peirce, *Selected Writings, (Values in a Universe of Chance)*, édité, annoté et introduit par Philip P. Wiener, New York : Dover Publications, 1966, p. xx.

⁸ Peirce, "What Pragmatism Is", repris dans Peirce, *Selected Writings*, p. 194. Cette "signification rationnelle" doit être rapportée non à l'expérience elle-même, mais à un "phénomène expérimental", comme celui de Hall ou de Zeemann.

Interpréter tout conflit en terme d'une discordance contextuelle entre les activités des divers membres d'une société est là encore une manière de fausser la route aux pensées politiques classiques et aux théories contemporaines qui continuent de marcher dans leurs pas. En effet, la tentative classique pour découvrir un point d'entente apte à transcender les situations particulières de conflit (qu'il s'agisse de l'appel à la rationalité, à la forme de la raison pratique ou à la convergence mécanique des biens poursuivis) n'a de sens que parce qu'il est admis que tous les conflits, si multiformes dans le temps et l'espace qu'ils soient, sont la manifestation d'une cause unique dont la nature humaine ou, selon les cas, les lois de l'histoire, seraient l'habitat structurel. C'est pourquoi toute théorie politique suppose habituellement une théorie générale du conflit, comme la violence naturelle, l'égoïsme, l'antagonisme entre les hommes du fait d'un "plan caché de la nature", la compétition pour "maximiser les biens" ou la lutte des classes.

L'effet général de telles théories est de naturaliser la source des conflits, ce qui conduit d'abord à justifier les formes motrices et progressistes qu'ils sont prétendument censés produire ; d'autre part, voir dans tout conflit la simple variante d'un type fondamental et toujours récurrent dans l'histoire mène à négliger les situations précises où ils naissent, et donc à se couper des moyens pour y remédier ; cela conduit enfin à voir dans l'appareil théorique, rationnel qui en rend compte, la pièce maîtresse d'un dispositif de pacification et d'harmonie finale. N'envisager qu'une seule sorte de moyen, telle est la critique que Dewey formule à l'encontre de toute doctrine sociale postulant un facteur unique de changement social, logique qu'il qualifiera d'"absolutiste" et d'infantile. Tout conflit est fonction d'une situation sociale particulière, à la fois de l'environnement et du type de personnes que celui-ci façonne.

Le fonctionnalisme de Dewey fait rapporter chaque conflit à une situation particulière, contextuelle et historique. Le fait primordial est qu'en agissant, chacun produit des effets dont l'impact n'est que très partiellement prévisible. L'objectivité et l'universalité de ce fait ("même une prairie agit sur l'environnement"⁹) n'est aucunement transposable à des maximes susceptibles de bien organiser une société ; le reconnaître ne peut en aucun cas fournir des idées communes sur la forme désirable de l'association humaine. Les conflits ne doivent pas leur existence à un déterminant unique (l'antagonisme entre la société et l'individu par exemple), mais au fait que les conséquences des activités de certains en affectent d'autres à leur détriment, soit parce que ces effets sont contraires à leurs intérêts, soit parce que leur liberté de d'associer ou d'entreprendre est réduite ou supprimée, soit enfin parce que leurs possibilités d'individuation sont annulées. Afin de résoudre un conflit particulier, il faut observer les activités et leurs conséquences. Le passage de la théorie sociale à la science sociale sera donc corrélatif de l'abandon de cette méthode consistant à poser des finalités indépendantes des ressources d'une situation particulière, et à faire fond sur un mobile unique et anhistorique de la conduite humaine.

Que les textes de Dewey soient exempts d'une théorie générale du conflit n'implique pas de nier le besoin d'une théorie sociale, mais de la situer autrement : fournir les instruments d'intelligibilité des faits sociaux problématiques (la logique de l'enquête sociale), indiquer la fonction de l'enquête sociale pour une communauté politique, et reconstruire les notions concernant les formations politiques afin que la large publication du résultat des enquêtes deviennent un mode de gouvernement démocratique ; tels sont les trois grands axes de la pensée politique propre à Dewey.

IV

Afin de mieux subordonner ces trois points à ce qui précède, rappelons que pour Dewey, l'organisation étatique apparaît lorsque les activités sociales menées par certains groupes sont

⁹ John Dewey, *Reconstruction in Philosophy* (1920), Middle Works, vol. 12, chapitre 4.

suivies de conséquences suffisamment sérieuses, étendues et persistantes pour qu'il soit nécessaire de les réguler. La raison d'être de l'État est de prendre soin des effets de l'interdépendance, soit par encouragement, soit par prohibition. L'intérêt de tous ceux qui sont affectés par les conséquences indirectes d'activités sociales auxquelles ils ne participent pas est l'intérêt public. Comme en témoigne *The Public and its Problems* (1927) ou *Liberalism and Social Action* (un texte de 1935 dévolu à condamner l'assimilation du libéralisme politique au libéralisme économique), l'émergence d'un public coïncide avec l'apparition d'une cassure dans la chaîne continue, libératrice et individuante des activités sociales indirectement affectées. Le public, le gouvernement et l'État qui est constitué des deux premiers n'ont de raison d'être que dans le rétablissement de la liberté d'expérience que l'impact des activités sociales privées a annihilée.

Si toute formation politique doit sa naissance, dans l'idéal tout du moins, à la conscience d'une discordance entre les activités sociales menées par divers groupes, l'ensemble des mécanismes politiques destinés à servir l'intérêt public auront pour finalité la restauration d'une situation où les effets des activités interconnectées seront à nouveau bénéfiques sinon pour tous, du moins pour la grande majorité. Comme on le voit, la création d'une unité politique ne dépend pas d'un contrat préalable, d'une opinion commune ou d'une volonté générale ; la légitimité de l'intervention étatique repose uniquement sur le critère des conséquences ; si les effets des activités étaient confinés à ceux qui les mènent, l'État n'aurait aucune raison d'être¹⁰.

Du point de vue de sa finalité, l'État apparaît pour réguler les conséquences d'activités sociales engendrant une interdépendance involontaire et préjudiciable, non pour subsumer la pluralité des biens poursuivis sous un bien unique ou pour se borner à protéger les libertés au moyen de procédures juridiques neutres et consensuelles : "un État qui donnera libre cours à la diversité des pouvoirs humains est un État dans lequel la multitude des groupes humains et des associations *ne se dissout pas*"¹¹. Le degré d'interventionnisme étatique ne se laisse pas ressaisir suivant une délimitation *a priori* entre le privé et le public, mais suivant les circonstances de l'apparition de l'intérêt public. Ce dernier est un bien dont la protection conduit à de nouvelles possibilités d'association privée, à de nouvelles opportunités de civilisation comme à de nouveaux modes de développement de l'individualité humaine.

L'État libéral ne pourra donc voir dans l'uniformité des activités ou des mobiles une condition d'harmonie. Au contraire, en tant que "chef d'orchestre", il visera à régler les conflits entre les divers groupes sociaux de sorte que les conséquences socialement bonnes de chaque activité soient privilégiées et que la pluralité associative soit protégée. C'est une des raisons pour lesquelles, si profondes qu'aient été ses convictions socialistes, jamais Dewey n'a-t-il pu adhérer au "dogme" de la lutte des classes¹².

V

Le fait que l'intérêt public soit relatif aux effets de l'interdépendance implique qu'il doive toujours être redéfini et que la ligne séparant le privé du public doive être établie suivant le critère des conséquences factuelles, sociales, des activités humaines : "l'État doit toujours être redécouvert"¹³.

C'est à ce niveau qu'intervient l'enquête sociale, à titre de moyen pour constituer la connaissance dont dépend une société moderne, c'est-à-dire une société industrielle, mobile et

¹⁰ Sur tous ces points, voir John Dewey, *The Public and its Problems* (1927), *Later Works*, vol. 2.

¹¹ John Dewey, *Lectures in China* (1919–1920), éd. par Robert W. Clopton and Tsuin-chen Ou, Honolulu : University Press of Hawaiï, 1973, p. 132.

¹² Sur la critique de l'épistémologie marxiste, voir notamment John Dewey, *Freedom and Culture* (1939), *Later Works*, vol. 13.

¹³ John Dewey, *The Public and its Problems*, p. 256

dans laquelle les traditions ne peuvent plus guider correctement les activités : dans ce contexte, les faits relatifs à l'interdépendance étant trop complexes pour pouvoir être saisis directement par les intéressés, les sciences de la société seront précisément dévolues à fournir aux personnes affectées par l'impact des activités sociales le matériau sans lequel elles ne pourraient ni identifier les causes de leur spoliation, ni formuler leur intérêt, ni exiger une intervention du gouvernement en leur faveur. Comme ils échappent au sens commun, les problèmes sociaux ainsi que les données qui permettent de les définir devront être méthodiquement constitués¹⁴.

D'une manière générale, la méthode expérimentale que Dewey préconise d'adopter dans les affaires sociales permet de lier l'identification des conditions engendrant une nouvelle forme d'interdépendance à la formation d'un intérêt partagé pour le contrôle des conséquences des activités : un public devient capable d'organisation politique si l'action de ses membres est orientée par la connaissance commune de ses intérêts. Cette connaissance faisant défaut, et ne pouvant être palliée ni par une sagesse innée, ni par une bonne volonté, le public reste largement passif et dispersé.

Par contraste, une association privée est celle dans laquelle les conséquences des activités menées par ses membres sont directement perçues, selon les cas recherchées ou évitées. Étant connues, elles font l'objet d'un intérêt qui est commun dans la mesure où les activités de chacun sont dirigées vers la visée de tel ou tel type de conséquences ou d'association. Comme dans le cas d'une association scientifique, les participants disposent de significations communes qui leur permettent de s'accorder sur les activités futures. Le public ne sera donc capable d'organisation que lorsqu'il disposera de la connaissance des conditions mêmes de son apparition et pourra formuler des plans de réforme sur cette base. Il formera ainsi une communauté politique, c'est-à-dire une association capable d'action sur ses propres déterminations.

Dans l'optique qui prévaut ici, le point important est que la nature poétique de la science expérimentale — qui suppose le caractère social de toute vérification — marque tout aussi bien la conduite des investigations sociales que le rapport de mutualité et de communication qui est fondateur d'un public. Il n'est besoin ni d'une rationalité transcendante où puiser les critères de la communication interhumaine, ni de la reconnaissance d'un relativisme des valeurs, au sens où ce relativisme est habituellement compris ; le fait que les biens poursuivis par un public soient relatifs à la nature des activités qui l'ont fait naître n'implique pas que ces biens soient valables pour tout homme, mais seulement que tout homme également affecté puisse recourir à une forme d'organisation étatique, fut-elle internationale, et ce quelle que soit sa culture, sa race ou sa nationalité. Tout ce qui est requis en termes à la fois de validité et de légitimité est que la mise à l'épreuve des hypothèses sociales soient corrélative de l'émergence d'un public articulé.

Pour plus de clarté, reprenons la séquence des expériences engendrant une société politique : certaines conséquences des activités des uns en affectent indirectement d'autres ; ceux-ci forment un public au sens passif ; afin que les membres de ce public retrouvent leur pouvoir d'agir (ou que la continuité de leurs expériences soit restaurée), il faut que certaines mesures de régulation à l'encontre des intérêts du groupe spoliateur soient adoptées ; telle est la fonction du gouvernement.

Quant au gouvernement d'une démocratie libérale, il adoptera en tant que mandataire les mesures qui auront été définies par le public, ces mesures faisant à proprement parler l'objet de l'opinion publique : des jugements sur ce qu'il faudra faire afin de supprimer ou du moins,

¹⁴ L'utilité des sciences sociales expérimentales pour la formation d'un intérêt commun (ou d'une "perspective commune") est également développée par George Herbert Mead. Voir par exemple *The Philosophy of the Present* (1932), Chicago : Chicago University Press, 1980, chapitre IV ("The Objective Reality of Perspectives").

d'atténuer, un problème de société¹⁵. Or, ces jugements ne peuvent être opérationnels que s'ils sont formés en connexion avec les conditions matérielles caractérisant une situation sociale problématique. De même que dans l'enquête physique, une enquête sociale implique de forger une hypothèse de résolution telle que sa vérification opère par l'utilisation et donc, la modification, des conditions présentes au titre de moyen ; les sciences sociales contribueront au traitement démocratique des problèmes sociaux si elles construisent des faits dont la publicité permettra la formation de jugements sur les affaires publiques ; car "un fait concernant la vie communautaire qui n'est pas répandu de sorte à être une possession commune est une contradiction dans les termes"¹⁶. Ce qui interdit l'interposition d'un corps d'experts entre le public et le gouvernement n'est pas seulement que cela conduirait à un nouveau type d'élitisme ou à une confiscation de l'intelligence au profit d'une classe dont les intérêts en viendraient à être distincts de ceux du public ; c'est que, plus fondamentalement, le degré de validité d'une mesure politique ou d'un plan de réforme (une hypothèse) est strictement corrélatif du degré d'organisation politique du public qui est atteint, ou du degré auquel les institutions prévues à cet effet prendront soin de ses intérêts vitaux.

Au reste, la participation du public à la conduite de l'enquête sociale concerne chacune de ses phases. Comme le précise Dewey dans sa *Logique*, même la constitution d'un ensemble de données et l'établissement des faits d'importance sociale dépendent de la projection d'une hypothèse, ne serait-ce que pour diriger les opérations de sélection des faits et, surtout, le procès d'identification des ressources ou des obstacles que ceux-ci recèlent à l'égard d'un plan d'action¹⁷. La différence entre les sciences physiques et les sciences sociales ne tient donc pas aux procédures logiques utilisées mais d'abord, au fait que les données scientifiquement établies grâce auxquelles les résultats dans les sciences physiques sont cumulatifs font défaut dans le domaine des affaires sociales (ce qui, dans une certaine mesure, n'est plus vrai aujourd'hui). Surtout, tandis que dans le premier cas le matériau faisant l'objet d'expérimentations n'est social qu'au sens où il est le produit d'une communauté d'enquêteurs et où toute conclusion est ouvertement soumise à la critique et, éventuellement, à la confirmation de cette communauté, dans le cas de l'enquête sociale, ce matériau est constitué par les relations sociales elles-mêmes, ce qui implique qu'un plan d'action, outre qu'il doit être soumis à l'appréciation des associés, doit inclure la prévision de l'état des relations sociales désirés.

Les jugements du public sur les affaires publiques s'appliquent ainsi autant à la formulation de plans de réformes sociales qu'à l'évaluation des conséquences que ces plans auront produites une fois qu'ils auront été mis en œuvre. Dans le premier cas, que les opinions puissent considérablement différer d'une personne à l'autre ou d'un groupe à l'autre ne peut être un obstacle à l'intégrité sociale que si elles sont soutenues de manière dogmatique comme des finalités soustraites à la discussion et à l'examen. C'est précisément cela qu'interdit la méthode expérimentale : cette méthode implique "que les mesures politiques et les propositions d'action sociale soient traitées comme des hypothèses de travail, non comme des programmes auxquels il faudrait adhérer et qu'il faudrait exécuter de façon rigide. Elles seront expérimentales au sens où l'on admettra qu'elles soient sujettes à une observation constante et bien outillée des conséquences qu'elles produisent quand on agit sur elles, et qu'elles soient sujettes à une révision prompte et flexible à la lumière des conséquences observées"¹⁸. Par exemple, l'opinion selon laquelle il faudrait accorder du travail en priorité

¹⁵ Sur les fonctions de l'opinion publique en démocratie, voir Joëlle Zask, *L'opinion publique et son double* ; Livre I : *L'opinion sondée* ; Livre II : *John Dewey, philosophe du public*, L'Harmattan, coll. "La philosophie en commun", 1999.

¹⁶ *Ibid.*, p. 345.

¹⁷ Sur tous ces points, voir *Logic : The Theory of Inquiry* (1938), chapitre 24 ("Social Inquiry"), ainsi que le dernier chapitre de *The Public and its Problems* ("The Problem of Method").

¹⁸ John Dewey, *The Public and its Problems*, p. 362.

aux “Français de souche” est un dogme, tandis que l’opinion selon laquelle la réduction du temps de travail contribuerait à l’embauche est, ou du moins peut être considérée, comme une hypothèse. Dans ce cas, les débats publics et tout l’appareillage à la fois éthique et logique que les discussions contemporaines sur les vertus de la discussion ou du dialogue ont mis en lumière peuvent efficacement orchestrer la sélection des choix politiques. Mais en tout état de cause, cet accord dans les activités provoqué par le fait que le public retrouve une fonction d’initiative que les causes de l’interdépendance avaient interdite n’est qu’un moyen, comme le sont la règle de la majorité, le suffrage universel ou la liberté d’expression ; que les avis divergents soient émis suivant des procédures consensuelles ou que ces avis soient unanimes, ils ne peuvent pas en tant que tels suffire à maintenir une entente entre les hommes.

En revanche, peut être dit final (relativement à l’enquête particulière sur laquelle il porte) le jugement concernant les conséquences des activités d’investigation : si la mise à l’épreuve des projets de réforme laisse le trouble social entier ou l’aggrave, personne ne pourra raisonnablement prétendre que ces projets sont valides. Si au contraire cette mise à l’épreuve conduit à la disparition ou à l’atténuation de la situation problématique initiale, il sera possible d’inférer leur validité ; la protection politique de l’intérêt public par le biais d’une législation spéciale permettra le rétablissement du *continuum* des expériences d’association. L’accord dans les activités et leurs conséquences constitue donc le test final ou conclusif d’une enquête sociale.